





Photos: Clairandrée Cauchy, Stéphane Deschênes, Jocelyn Desjardins, Luc Lallier, Jean-Pierre Major d'*InfoSuroît*, Daniel Mallette, Éric R. Pelletier, David Poirier, Normand Rajotte. Nous remercions toutes les autres personnes qui nous ont fourni des photos.

Graphisme: Anne Brissette

Impression: Atelier Québécois Offset

TABLE DES MATIÈRES

- 3 INTRODUCTION**
- 5 NOS RESSOURCES, NOS EMPLOIS**
- 15 INTERVENIR ET OSER**
- 25 DANS NOTRE SYNDICAT**
- 33 CONCLUSION**
- 35 QUELQUES RÉFÉRENCES**
- 36 VOTRE ÉQUIPE 2012-2013**

INTRODUCTION

Un syndicat a pour fonction principale de négocier des conventions collectives, de les faire appliquer, de représenter les travailleurs et de s'assurer que leurs droits soient respectés. Ce travail est exigeant. Mais il est crucial. Il demande du coeur, de la conviction et de l'intelligence. Il demande de nos représentants et dirigeants locaux le meilleur d'eux-mêmes.

Mais un syndicat doit faire plus. Il peut aussi changer la société s'il se porte volontaire. Il peut travailler à développer le Québec pour le bénéfice non seulement de ses membres, mais aussi de l'ensemble de la collectivité.

C'est à cet important pan de l'action syndicale, que nous devons entre autres la Loi sur la santé et la sécurité du travail, les congés parentaux ou encore les régimes de retraite.

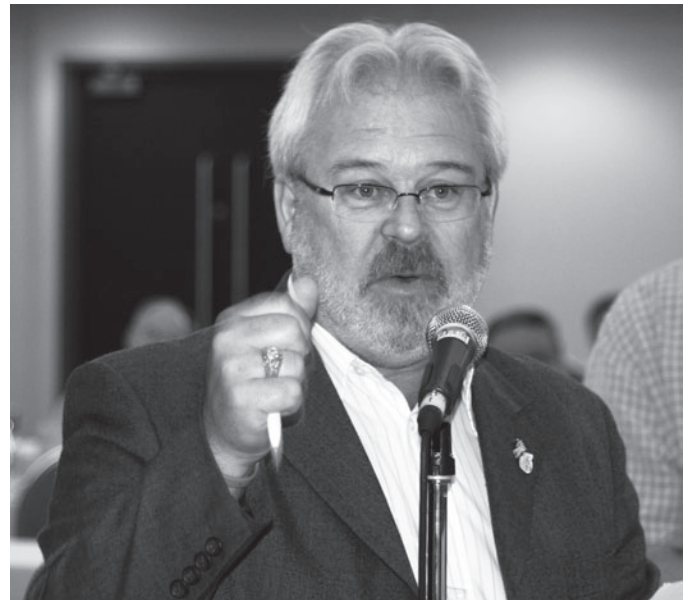
En observant l'état actuel de l'économie du Québec, ce rôle apparaît de plus en plus évident pour un syndicat du secteur privé comme le nôtre.

Car au-delà de notre balance commerciale négative, il y a les visages de ceux qui perdent leur emploi et vivent dans l'incertitude. Par-delà le manque d'investissements dans les équipements industriels, des compagnies siphonnent tant qu'elles peuvent sans penser à demain. Derrière les hausses vertigineuses d'extraction minière, il y a des emplois à créer qui peuvent découler de la transformation de ces ressources.

Pour ceux qui redoutent de perdre leur emploi, ceux qui l'ont perdu pour la Chine, ceux qui aspirent à gagner leur vie honnêtement, nous demandons plus de cohérence en matière de politique économique.

Le Québec est riche de ses ressources naturelles, de sa main-d'oeuvre qualifiée et de son électricité. À nous de mettre à contribution ces atouts pour transformer ici les ressources qui sont les nôtres et fabriquer des produits à haute valeur ajoutée.

Avec ce rapport, le Syndicat des Métallos souhaite porter au public sa pierre à l'édifice, faire valoir sa réflexion plus large pour qu'on se remette à fabriquer au Québec. Avec fierté!



Le directeur québécois du Syndicat des Métallos, Daniel Roy, au micro lors du Colloque de la FTQ sur les ressources naturelles

NOS RESSOURCES, NOS EMPLOIS

Au Québec, le paysage économique change de façon importante.

Le secteur forestier connaît des ratés. Le manufacturier, qui fabrique des biens, est en chute libre. La recherche d'innovation est réduite comme une peau de chagrin. L'économie de services, présentée par plusieurs comme une panacée, ne répond pas aux espoirs. En parallèle, le secteur minier grandissait jusqu'à tout récemment à un rythme effréné.

Des doutes surgissent. Et si nous étions à la croisée des chemins ? Et s'il existait une chance de se façonner un avenir prospère ? Et si nos ressources pouvaient servir à créer des emplois dans les régions du Québec, aux différentes étapes de fabrication ?

Des faits sont indiscutables. Depuis 2004, le Québec importe davantage qu'il n'exporte à l'étranger ou dans le reste du Canada, affichant donc une balance commerciale négative. Nous consommons désormais plus que nous ne fabriquons. Cet écart, dramatique pour la production de richesse d'une société, ne cesse de se creuser.

DEPUIS 2004, LE QUÉBEC IMPORTE DAVANTAGE QU'IL N'EXPORTÉ À L'ÉTRANGER OU DANS LE RESTE DU CANADA, AFFICHANT DONC UNE BALANCE COMMERCIALE NÉGATIVE.

Bien sûr, nous avons été épargnés par la crise mondiale de 2008, sauvés par l'importance de notre secteur public, le programme d'infrastructures lancé en 2007 et la vigueur nouvelle que l'exploitation de nos ressources naturelles aura apportée. Mais serons-nous à l'abri encore longtemps ? Rien n'est sûr.

D'autant plus que le rétrécissement du secteur de la fabrication au Québec entraîne la perte de nombreux emplois de qualité. Ces emplois ne peuvent être compensés par des postes disponibles dans le secteur des services, où l'on trouve souvent des emplois précaires. Le secteur des ressources naturelles nécessite quant à lui moins de travailleurs qu'auparavant pour ses opérations courantes en raison des avancées technologiques.



Nos ressources, nos emplois ! Les lockoutés d'Alma ont martelé ce message pendant plusieurs mois.

Un virage s'impose pour que notre économie se remette à créer et à produire des biens, maintenir des emplois de qualité et... exporter. Le boom des ressources naturelles nous offre cette occasion. Il doit servir d'impulsion pour relancer la fabrication.

UN VIRAGE S'IMPOSE POUR QUE NOTRE ÉCONOMIE SE REMETTE À CRÉER ET À PRODUIRE DES BIENS, MAINTENIR DES EMPLOIS DE QUALITÉ ET... EXPORTER.

DES MINES QUI GÉNÈRENT MOINS D'EMPLOIS

Muni du Plan Nord et poussé par l'explosion des prix au cours des dernières années, le Québec s'est lancé tête baissée dans l'exploitation des ressources minérales. Plus d'une trentaine de projets sont à l'étape de la mise en valeur. Seulement dans le fer, six projets, dont la production avoisinerait 19 milliards de dollars, pourraient voir le jour d'ici quatre ans.

En dépit du recul récent des prix, cette effervescence devrait normalement se poursuivre. En effet, la demande dans les pays émergents demeure trop persistante pour s'étioler de sitôt. Après la forte croissance chinoise, les analystes prédisent en effet une croissance dans plusieurs pays africains.



Mine de fer du Mont Wright à Fermont

Pressé de profiter des prix élevés, le précédent gouvernement de Jean Charest n'a pas véritablement eu les deux mains sur le volant. Il a plutôt vendu le Nord et ses possibilités au plus offrant. Il a promis mer et monde aux compagnies minières intéressées à exploiter nos gisements. Mais aucune véritable filière québécoise n'a été développée.

Résultat : on se demande si on en a pour notre argent. Déjà l'an dernier, le Syndicat des Métallos doutait des retombées pour le Québec, vu l'ampleur des investissements en cause. Nous suggérons notamment de prendre des participations dans les projets miniers en contrepartie des investissements publics, d'exiger de la transformation au Québec et d'élever les attentes à l'égard des minières.

Force est de constater qu'aujourd'hui il faut faire plus. Bien sûr, le secteur minier génère des milliers de bons emplois bien rémunérés. Nos membres qui y travaillent peuvent en témoigner. Ils ont négocié dernièrement des contrats de travail avantageux.



Un métallo de la mine Doyon en Abitibi

Bien sûr, sur la Côte-Nord et en Abitibi, la prospérité est palpable. L'économie tourne à plein régime, tant et si bien qu'il manque de main-d'œuvre dans certains restaurants. Ces coins de pays sont pratiquement dans une situation de plein emploi. C'est dû non seulement à l'activité économique des minières, mais aussi à la construction de nouvelles installations et à la demande soutenue en équipement.

Cette soudaine effervescence ne doit occulter en rien le portrait global : l'économie est gonflée par des projets de construction par définition... temporaires.

**ALORS QU'EN 1950, IL FALLAIT
459 TRAVAILLEURS POUR EXTRAIRE
UN MILLION DE TONNES DE FER, SEULEMENT
153 ÉTAIENT NÉCESSAIRES EN 2010 ET
ON PRÉVOIT QU'IL N'EN FAUDRA QUE
51 DANS LES NOUVEAUX PROJETS.**

Toutes proportions gardées, l'industrie minière a besoin de moins en moins de travailleurs. En effet, « l'extraction de minerai génère en 2010, par quantité livrée, entre deux et cinq fois moins d'emplois qu'en 1950, selon les branches minières », écrivait Marc-Urbain Proulx, professeur en développement régional à l'Université du Québec à Chicoutimi devenu récemment sous-ministre associé aux Régions.

Alors qu'en 1950, il fallait 459 travailleurs pour extraire un million de tonnes de fer, seulement 153 étaient nécessaires en 2010. Et la tendance s'accroît : les



Le président de la section locale 5778 à Fermont, Yves-Aimé Boulay, en compagnie du vice-président, David Poirier, lors d'une manifestation en octobre dernier pour le respect de la convention collective

projets annoncés dans la foulée du Plan Nord prévoient que 51 travailleurs pourront extraire le même million de tonnes de fer. De plus, ajoute Marc-Urbain Proulx, les mêmes technologies développées dans les nouveaux projets miniers sont progressivement implantées sur des sites plus anciens, faisant diminuer d'autant le nombre de travailleurs.

Que des compagnies améliorent la productivité, investissent dans les équipements et emploient en définitive moins de travailleurs, c'est normal. C'est souvent ainsi qu'elles assurent leur avenir en restant compétitives. Il faut néanmoins en être conscients et chercher à diversifier par la transformation pour maintenir et augmenter le nombre d'emplois générés.

Bref, si on compte sur le seul secteur minier pour structurer à long terme l'économie du Québec et financer les missions de l'État, on risque d'être déçus.

DES MINIÈRES QUI TRANSFORMENT PEU

Le développement minier du Québec ne contribue pas autant qu'il le pourrait à faire tourner l'économie québécoise. Au rythme où vont les choses, peu de nouvelles industries naîtront de l'exploitation de ces ressources. En effet, les projets miniers actuels ne prévoient pas de transformation de la matière première au Québec, ce qui limite la création d'emplois.

Pire, on tend même à réduire le peu de traitement primaire qui se faisait au Québec. Ainsi, ArcelorMittal a repoussé aux calendes grecques son projet d'une



Une des dernières aciéries toujours en fonction au Québec, à Contrecoeur



Le président de la section locale 6586, à Contrecoeur Est, Claude Langlois, entouré de Frédéric Paradis et Yves Rolland, respectivement présidents des sections locales 7493 et 6951, lors de la rencontre régionale de Brossard

nouvelle usine de bouletage, annoncé en 2011. La compagnie expédiera donc une plus grande proportion de minerai à l'état brut par bateau. Pendant ce temps, cette même entreprise laisse dépérir son usine de deuxième transformation au Sud, à Contrecoeur, faute de nouveaux investissements.

Pour assurer son plus ambitieux plan de développement économique de la décennie, le Québec mise ainsi sur une ressource non renouvelable sans même tenter d'en retirer le maximum en valeur ajoutée. On laisse à d'autres nations le soin de retirer les bénéfices de la transformation des substances minérales du Québec, dont une part nous revient sous forme de produits finis.

LE BOIS

La nécessité de transformer vaut aussi pour d'autres secteurs des ressources naturelles comme le bois. Au Québec, non seulement les ressources naturelles sont abondantes, mais la main-d'oeuvre est qualifiée et apte à innover. Cette capacité d'innovation doit être mise à contribution pour tirer davantage profit de nos ressources naturelles.



Installation d'une poutre de bois de lamellé-collé, fabriquée chez Chantiers Chibougamau par des syndiqués Métallos

L'industrie du bois arrive à un tournant. Mises à mal ces dernières années, des compagnies forestières se sont positionnées pour prendre un nouvel essor.

Chez Chantiers Chibougamau, dont les travailleurs sont syndiqués Métallos, on a innové. L'usine s'est lancée au début des années 2000 dans la production de bois d'ingénierie pour la construction, se modernisant progressivement. De nouveaux produits se sont ajoutés, au point de devenir le principal fournisseur de poutrelles de bois en Amérique du Nord. Même scénario à la scierie Barrette-Chapais, Métallos elle aussi, où les installations ont été modernisées afin de rendre cette entreprise de bois d'œuvre plus compétitive.

Or, ces deux compagnies sont victimes d'un manque de cohérence dans l'exploitation des ressources naturelles. En effet, avec sa prise de contrôle hostile de Fibrek en mai dernier, Produits forestiers Résolu a coupé l'herbe sous le pied de plusieurs usines de bois du Saguenay-Lac-Saint-Jean. Fibrek doit obligatoirement s'approvisionner en copeaux provenant de Résolu. Os, Résolu produit les siens en passant à la moulinette des arbres complets

tandis que des montagnes de résidus d'autres scieries ou usines, tels que Chantiers Chibougamau et Barrette-Chapais, demeurent inutilisées. En somme, la ressource n'est pas du tout maximisée.

C'est un enjeu que nous entendons bien aborder avec les décideurs.

L'ALUMINIUM

Les mêmes interrogations surgissent en ce qui concerne la transformation de l'aluminium. Cette industrie s'est déployée au Québec grâce à une ressource naturelle un peu spéciale : notre hydroélectricité. Depuis toujours, la matière première est importée de l'étranger. Cela pourrait changer, car il existe un projet d'exploitation d'un gisement d'alumine en Gaspésie.



Lors d'une rencontre entre l'exécutif de la section locale 9490 et la chef du Parti québécois, Pauline Marois, accompagnée du député de Lac-Saint-Jean Alexandre Cloutier, il a été question de l'entente secrète entre le gouvernement, Hydro-Québec et la multinationale, Rio Tinto Alcan.



L'aluminium bénéficie grandement de la capacité du Québec de fournir de l'électricité à bon prix. Vue de l'intérieur de l'aluminerie ABI à Bécancour.



Un métallo à l'œuvre à l'usine Hanson conduite sous pression, située à Saint-Eustache, SL 7425

Vers la fin des années 1990, Alcan caressait le projet d'ouvrir une nouvelle aluminerie à Alma, dont les travailleurs sont aujourd'hui syndiqués Métallos. Alcan réclamait de l'État un nouveau bloc énergétique, à faible coût. Le gouvernement avait refusé d'imposer une transformation de l'aluminium en contrepartie de ce bloc énergétique.

Québec a toutefois adopté des crédits d'impôt pour les emplois créés en transformation de l'aluminium. Il a aussi mis sur pied un comité pour stimuler l'émergence d'une grappe industrielle de transformation. Ce comité s'est par la suite métamorphosé pour devenir l'actuelle Société de la Vallée de l'aluminium. Des formations professionnelles, techniques et universitaires ont ainsi vu le jour afin de fournir une main-d'œuvre qualifiée à une industrie de la transformation de l'aluminium.

Plusieurs petites entreprises sont nées de ce travail de concertation, créant des emplois par dizaines. Mais les gros joueurs sont restés loin du Saguenay-Lac-Saint-Jean. Depuis, des entreprises importantes ont fermé leurs portes. C'est le cas de l'usine Novelis, qui a cessé ses activités en août dernier, entraînant la perte de 160 emplois. Malgré les 160 000 tonnes par an de transformation d'aluminium en feuilles de cette usine, Rio Tinto Alcan et les pouvoirs publics n'ont pas levé le petit doigt.

Scénario semblable du côté d'Arvida, avec la fermeture cet automne de l'usine de cathodes de Rio Tinto Alcan. Non seulement l'aluminium produit au Québec est très peu transformé ici, mais on ferme une usine de cathodes nécessaires au processus de fabrication de l'aluminium, pour s'approvisionner en Europe!

Grâce à la production d'hydroélectricité à faible coût, le gouvernement du Québec a consenti à Rio Tinto Alcan d'énormes avantages, de l'ordre de 600 millions \$ par an. Cette entreprise doit en faire plus pour développer la transformation au Québec.

ÉVITER LE PIÈGE

Qu'il s'agisse de nos ressources minières, de notre bois, de l'aluminium ou de nos autres ressources naturelles, le Québec peut jouer un rôle plus complet que celui de simple exportateur de ses matières premières. Bien sûr, la demande est forte pour plusieurs ressources. Mais profiter de cet apport d'argent neuf sans chercher à structurer davantage l'économie serait une grave erreur.

RENONCER À TRANSFORMER NOS RESSOURCES NATURELLES AU QUÉBEC, C'EST LAISSER À D'AUTRES LE SOIN DE LES TRANSFORMER, DE LEUR FAIRE PRENDRE DE LA VALEUR ET DE REVENDRE LE TOUT À PLUS FORT PRIX.

Renoncer à transformer nos ressources naturelles au Québec, c'est se contenter des « restes » en matière de développement économique. C'est laisser à d'autres le soin de transformer ces ressources, de leur faire prendre de la valeur et de revendre le tout à plus fort prix autant à nos voisins... qu'à nous-mêmes. C'est laisser se gaspiller des tonnes d'hydrocarbures pour faire avancer d'immenses bateaux de par les mers pour transporter ces matières premières dans les pays émergents. C'est renoncer à la création de milliers d'emplois au Québec. C'est condamner notre économie à la fragilité.



Des lockoutés de Rio Tinto lors de la manifestation monstre du Jour de la Terre, le 22 avril

DÉCLIN DU SECTEUR MANUFACTURIER

Fragile, notre économie le devient chaque jour un peu plus.

Le secteur manufacturier, qui représentait 23,6 % de notre produit intérieur brut (PIB) en 2000 ne représente plus que 16,3 % en 2010, selon une étude réalisée cette année par Deloitte. Si la tendance se maintient, la part du manufacturier dans notre PIB ne sera plus que de 13,5 % en 2015, soit 10 points de moins qu'en 2000.

Une telle chute se traduit évidemment par des pertes d'emplois. La proportion de l'ensemble des emplois au Québec due au secteur manufacturier est passée de 18,6 % à 12,9 % entre 2000 et 2010.

Cela contraste avec les années 1990. Le secteur manufacturier québécois avait le vent dans les voiles. Principalement grâce aux PME, le Québec exportait alors allègrement. Il profitait de l'Accord de libre-échange nord-américain et de la faiblesse du dollar canadien.

Mais le vent a tourné. Depuis 2004, notre balance commerciale est devenue négative : on importe davantage qu'on exporte.



Le président de la section locale 8830 chez Sport Maska, André Robert. L'entreprise a perdu la majeure partie de ses emplois en raison de la délocalisation de la production en Chine.

LE DOLLAR GONFLÉ PAR LE PÉTROLE

Le cours du dollar canadien y est pour quelque chose. Au début des années 2000, le dollar était faible et les exportations allaient bon train. À 62 cents en 2002, il

a atteint un niveau record. Les acheteurs étrangers se sont mis plus que jamais à acheter québécois, trouvant dans nos produits plus pour leur argent. Plutôt que d'en profiter pour investir et améliorer leur productivité, plusieurs entreprises du Québec ont simplement engrangé les profits.

En 2007, un choc brutal s'est produit. Dopé par le pétrole albertain et par l'ensemble des ressources naturelles, le huard a grimpé à un niveau record pour se fixer à 1,10 \$. Une hausse de 59 % en 8 ans, du jamais vu dans les places boursières. Nos produits sont devenus moins avantageux pour les acheteurs américains.

Le coup a été dur pour un nombre important d'entreprises québécoises.

QUAND LES ÉTATS-UNIS ÉTERNUE...

Lorsque l'Oncle Sam éternue, nous attrapons la grippe, dit l'adage. En tous cas, ça nous affecte considérablement. L'industrie manufacturière américaine connaît une déroute beaucoup plus importante que la québécoise. Elle ne représente même plus 10 % du PIB américain. Le secteur a perdu le tiers de ses emplois en 10 ans, soit environ 5 millions.

Comme il y a moins d'industries américaines, il y a aussi moins de commandes à des sous-traitants et des fournisseurs québécois. Les exportations québécoises vers les États-Unis ont en effet chuté du quart depuis 2005.

Devant une telle dégringolade du manufacturier, on sent une prise de conscience aux États-Unis. Le président américain Barack Obama est bien conscient du rôle névralgique des industries, comme en fait foi cet extrait de son discours sur l'état de la nation de janvier dernier :

« Mon message au monde des affaires est clair : demandez-vous comment ramener des emplois dans votre pays et votre pays fera tout pour vous aider. [...] Il est temps d'arrêter de récompenser les compagnies qui exportent les emplois à l'étranger et de commencer à récompenser celles qui en créent ici en Amérique. »

Il citait tout un train de mesures prises par son gouvernement pour stimuler le secteur manufacturier.

Au pays du laisser-faire économique, on réalise aujourd'hui le danger d'une tertiarisation complète de l'économie américaine et toute la nécessité de revamper le tissu industriel national.

LA PART DU LION POUR LES PAYS ÉMERGENTS



L'équipe de la section locale 9414, avec à l'avant-plan Chantal Lalancette et Christian Ricard, lors de la rencontre régionale de Brossard, où on compte un grand nombre d'entreprises du secteur manufacturier.

L'économie du Québec n'est pas différente de celles ailleurs en Occident. Elles sont toutes en mutation. Ces forces sont plus grandes que nous. Le poids économique des États-Unis et de l'Europe se transporte vers la Chine et l'Inde.

Au-delà de la crise financière de 2008, on constate aujourd'hui toute l'ampleur des embûches. L'Occident produit moins. La Chine et d'autres pays émergents détrônent les pays dits industrialisés. À l'échelle planétaire, la proportion de produits fabriqués aux États-Unis et en Europe est passée de 40 % en 2000 à seulement 18 % en 2009. Pendant ce temps, la proportion de la production mondiale provenant des pays émergents a grimpé de 35 % à 52 %.

Cela se reflète dans les statistiques québécoises. En 2002, la Chine recevait seulement 3 % de notre minerai de fer. Aujourd'hui, elle en reçoit 69 % ! La Chine vient donc remplacer l'Europe comme principal acheteur de notre fer. En 2002, 85 % de notre fer prenait en effet la route du vieux continent, comparativement à seulement 23 % en 2011. Tout un revirement !

Or, malgré des contextes difficiles, certains pays occidentaux qui refusent de laisser décrépir leur secteur manufacturier réussissent à se tirer d'affaire. C'est le cas entre autres de la Suède et de l'Allemagne. Ces pays ont réussi à se maintenir autour de 20 % de leur PIB attribuable au secteur manufacturier comparativement aux États-Unis et au Royaume-Uni où cette proportion est sous la barre du 10 %.

L'importante culture de concertation industrielle en Suède et en Allemagne, où les travailleurs sont très impliqués dans l'entreprise, y est sans doute pour quelque chose. La Suède affiche un taux très élevé de syndicalisation, avoisinant les 70 %. Notons aussi que l'Allemagne, qui a bénéficié de la zone euro, peut compter sur une imposante industrie lourde entraînant dans son sillage toute une chaîne de production.

Ces États ont peut-être aussi en commun une volonté de miser sur l'industrie, sur la fabrication et de protéger ces pans de l'économie.



Deux représentants de la section locale 3953 (Thomas & Betts), Martin Laberge et Isabelle Bournival. On fabrique dans cette usine des boîtes électriques.

LE MYTHE DE L'ÉCONOMIE DE SERVICES



Le président international, Leo W. Gerard est intervenu lors d'un séminaire à Montréal sur les coopératives de travail. Il arborait son macaron en appui à Barack Obama.

Le déclin du secteur manufacturier s'observe ici dans un climat d'indifférence presque totale sur la place publique. On considère cette tendance avec fatalisme. Certains tentent de justifier la situation en disant que la « vieille » économie, celle de l'industrie traditionnelle, est remplacée par une « nouvelle économie », axée sur les services.

ON A ESSAYÉ DE NOUS DORER LA PILULE EN FAISANT ACCROIRE QU'ON GARDAIT LA FABRICATION DES PRODUITS HAUT DE GAMME, ALORS QUE LA MAJEURE PARTIE DE LA PRODUCTION ÉTAIT DÉLOCALISÉE.

Une théorie veut qu'on réserve à la Chine et à d'autres pays émergents la fabrication des biens de consommation tandis que nos économies se concentrent sur la recherche et le développement ainsi que le secteur des services. On a même essayé de nous dorer la pilule en faisant accroire qu'on gardait la fabrication des produits haut de gamme, alors que la majeure partie de la production était délocalisée.

Un tel discours témoigne d'une vision à courte vue. Comme l'indique l'étude réalisée par Deloitte, les activités de recherche et développement (R&D) tendent à se rapprocher de la production. C'est ainsi fait. Il y a donc fort à parier que lorsqu'une entreprise délocalise sa production, la R&D quittera aussi le pays peu après.

La rhétorique se voulait rassurante. Mais elle est erronée. Une stricte économie de services crée moins de richesse, favorise les inégalités et la précarité de l'emploi.

UNE ÉCONOMIE BASÉE UNIQUEMENT SUR LES SERVICES CRÉE MOINS DE RICHESSE, FAVORISE LES INÉGALITÉS ET LA PRÉCARITÉ DE L'EMPLOI.

Le secteur manufacturier a un effet d'entraînement sur les autres secteurs de l'économie. Pour chaque tranche de 10 emplois qui y sont créés, six autres voient le jour dans celui des services. Au total, près de 800 000 emplois au Québec dépendent du secteur manufacturier. De 16 % du PIB, la part du manufacturier dans l'économie grimpe à 27 % lorsqu'on tient compte des retombées indirectes. En somme, le secteur manufacturier est la locomotive du secteur des services.

DES EMPLOIS DE QUALITÉ

On connaît les limites des McJobs et autres emplois chez Walmart qui ne font pas tourner autant l'économie et nuisent à la balance commerciale.

En plus de « créer de la richesse » à force de produire des biens à valeur ajoutée, l'industrie manufacturière a un grand mérite : elle offre des emplois plus rémunérateurs et plus stables que dans beaucoup d'entreprises du secteur tertiaire. En effet, le salaire y est de 35 % plus élevé que dans les autres secteurs de l'économie. En 2007, le salaire annuel moyen dans le secteur manufacturier au Québec était de 53 177 \$, comparativement à 34 563 \$ dans les autres secteurs combinés.

Et cet écart ne cesse de se creuser. Entre 1997 et 2007, le salaire moyen a crû de 18 % dans le secteur manufacturier au Québec, tandis qu'il augmentait de seulement 11 % dans les autres secteurs de l'économie québécoise.

Un secteur manufacturier en santé engendre une société plus égalitaire.

UNE NÉCESSITÉ

Le phénomène de la délocalisation, nous le connaissons tous. Il laisse derrière lui des économies ravagées par les départs d'usines, des communautés qui luttent pour retrouver une vigueur économique perdue. Ce phénomène déplace des emplois vers des cieux plus cléments pour les seules poches des patrons.

Nous connaissons tous des personnes de notre entourage qui ont vu leur usine fermer ou rapetisser. Pensons à Dominion Bridge, Bauer, Sport Maska, Goodyear, Komatsu, Prysmian, Générale manufacturière, Meubles Horn et tant d'autres...



La délocalisation a frappé dur ces dernières années chez AstenJohnson, section locale 1004. Sur cette photo, on y voit trois membres de l'exécutif : Carmen Robinault, Linda Dubé et Sylvain Laberge.

En plus des drames pour les travailleurs, leurs familles et les communautés, les fermetures recèlent un autre danger : l'atteinte d'un point de non-retour. Si le tissu industriel en vient à trop s'amincir, on risque de ne plus avoir de masse critique suffisante pour assurer une relance. Les industries se stimulent les unes les autres, en ayant souvent recours à des services communs.

Le Québec peut encore compter sur un bon nombre d'industries, davantage que dans plusieurs économies occidentales. Il faut tabler sur celles-ci pour établir une véritable politique industrielle intégrée.

SI LE TISSU INDUSTRIEL S'AMINCIT TROP, ON RISQUE DE NE PLUS AVOIR DE MASSE CRITIQUE SUFFISANTE POUR ASSURER UNE RELANCE.

Il ne s'agit pas de maintenir ouvertes des compagnies déclinantes ou désuètes. Il s'agit plutôt de miser sur celles qui se démènent pour développer des produits à valeur ajoutée et innovateurs.

Il s'agit de produire avec intelligence pour nous enrichir collectivement.

Il s'agit surtout d'encourager d'autres entreprises à naître.



La délocalisation a touché divers secteurs d'activités au Québec. L'usine de Goodyear de Valleyfield a subi des pertes d'emplois considérables. Le président de la section locale 919, Éric Chartrand défend les droits des employés techniques et de bureau.

INTERVENIR ET OSER

Pour renverser cette tendance au déclin du secteur manufacturier et à l'exploitation sans ambition de nos ressources naturelles, il nous faut un peu plus de vision et un peu moins de navigation à vue. On cherche des visionnaires, dotés d'une solide volonté politique et capables d'esquisser les contours de l'économie des prochaines décennies.

Aux plus hautes sphères de décision de la société, au sein des gouvernements et dans les entreprises, il faut intervenir et oser.

Bien installées dans un système d'exploitation, les multinationales opérant au Québec réfléchissent en termes de profits à l'échelle de la planète et n'ont que faire des retombées économiques locales.

**NOUS SOMMES EN DROIT D'EXIGER QUE
LES RETOMBÉES ÉCONOMIQUES SOIENT
MAXIMISÉES, QU'UNE PART DE LA
TRANSFORMATION SOIT EFFECTUÉE AU QUÉBEC.**

Une volonté nationale forte s'impose. Il nous appartient, au Québec, d'imposer un respect de nos ressources et des communautés où elles sont prélevées. Nous sommes en droit d'exiger que les retombées économiques soient maximisées, qu'une part de la transformation soit effectuée au Québec.



Vue aérienne des équipements utilisés à la mine de fer du Mont-Wright à Fermont.

On nous dira certes que nous sommes limités par les règles du commerce mondial, que nous sommes un trop petit joueur, que nos usines syndiquées ne peuvent concurrencer les travailleurs des pays émergents, etc.

**FAISONS EN SORTE QUE NOTRE STRATÉGIE
SUR LA TRANSFORMATION ET LA
FABRICATION SUSCITE DE LA FIERTÉ.**

À ces prophètes de l'immobilisme et de la paralysie, nous disons que le Québec a déjà fait de grandes choses en nationalisant l'hydroélectricité. Il n'est pas impuissant. Avec les ressources qui sont les nôtres, notre main-d'oeuvre, le Québec est capable de se façonner un avenir économique d'envergure qui nous ressemble et nous mobilise!

Pragmatiques, nous savons néanmoins que les contraintes sont nombreuses et qu'on ne peut exiger la transformation de l'ensemble de la production des ressources naturelles. Mais ne fermons pas de portes avant même de les ouvrir. Cette réflexion doit se faire sans pessimisme.

Pour relancer la fabrication au Québec, il faudrait d'abord cesser de plier l'échine.

Les Québécois sont fiers de ce qu'ils ont bâti. Faisons en sorte que notre stratégie sur la transformation et la fabrication suscite autant de fierté.

Transformons les richesses naturelles au Québec!

Fabriquons au Québec!

VOLONTÉ POLITIQUE ? PAS CHEZ LES LIBÉRAUX

La clé réside dans le degré de conviction des élites politiques et leur capacité à traduire leur vision dans la réalité.

Le gouvernement libéral de Jean Charest a négligé d'aborder l'enjeu de la transformation dans son Plan Nord. On y parlait davantage d'aquaculture que de transformation du fer, principale ressource minérale extraite du territoire visé! C'est peu dire!



La clé de la transformation des ressources réside dans le degré de conviction des élites politiques et leur capacité à traduire leur vision dans la réalité. Un travailleur qualifié chez Hanson.

Pire, lorsque l'enjeu a été ramené sur le tapis, notamment par le Syndicat des Métallos et d'autres observateurs, dont l'ancien premier ministre Jacques Parizeau, le gouvernement l'a balayé du revers de la main. L'ex-ministre Serge Simard estimait même qu'une sorte de « protectionnisme » était susceptible de causer de « graves problèmes » et de « créer de la pauvreté chez nous » (cité dans *Le Devoir*, le 7 février 2012).

Le Plan Nord n'a été pour les politiciens libéraux qu'une façon de stimuler rapidement les entrées d'argent, sans réflexion sur la façon de maximiser les retombées économiques.

UNE NOUVELLE DONNE



Waterville TG, section locale 696, est un fabricant de système d'étanchéité pour l'industrie automobile, sous-traitant de Toyota.



Lors de la rencontre régionale Nord-Nord-Ouest, on peut voir des représentants de plusieurs domaines où les Métallos sont présents dont la fabrication, l'hôtellerie, la restauration et même le secteur minier.

La donne semble avoir changé depuis l'élection d'un nouveau gouvernement. Dès la campagne électorale, le Parti québécois s'engageait dans un communiqué à « négocier pour qu'il y ait de la transformation locale avec chaque nouveau projet minier. D'autres provinces ou pays l'ont fait, et les compagnies minières se sont pliées à leurs exigences. » Du même souffle, le PQ prenait l'engagement « d'exiger des entreprises en mesure de la faire qu'elles réalisent de la 2^e et 3^e transformation au Québec ».

Sitôt nommée ministre des Ressources naturelles, Martine Ouellet réitérait sa volonté d'imposer aux minières de transformer sur place une partie du minerai québécois : « Plusieurs pays regardent comment favoriser la transformation. Je ne vois pas pourquoi on ne regarderait pas nous aussi les possibilités. Ça ne sera pas possible pour tous les métaux, comme l'or. Mais je pense que oui pour le fer ou le nickel », déclarait-elle au *Devoir* à la fin septembre. La nouvelle ministre disait vouloir « discuter avec les entreprises » et ne fermait pas la porte à des dispositions en ce sens dans une future loi sur les mines.

Le gouvernement se heurtera à des multinationales bien déterminées à le faire reculer, d'autant plus que le PQ évolue dans un contexte minoritaire. Souhaitons que les autres parlementaires aient la clairvoyance de le soutenir.

Nous les connaissons, ces grandes compagnies qui exploitent nos ressources. Elles sont parfois « dures de comprendre », mais elles maîtrisent bien le langage de leurs intérêts. Montrons-leur qu'il est à leur avantage de transformer en partie les ressources au Québec... si elles veulent continuer de prospérer au Québec.



Signe de l'engagement croissant des femmes dans nos structures, pour la première fois dans notre histoire, deux femmes ont ensemble donné une formation cet automne. Il s'agit de Nadine Joncas et Karine Boulay qui ont dispensé le cours d'introduction à la santé et la sécurité du travail à Sept-Îles.

L'EXEMPLE DES PAPETIÈRES

Les grands discours ne suffisent pas. Avec ces géants, il faut sortir l'argument d'autorité. Si on en vient là, sachons que ce ne sera pas la première fois dans l'histoire, ni même la deuxième.

Au tournant du siècle, notre bois traversait systématiquement la frontière pour être transformé dans les usines de pâte à papier américaines. Le gouvernement québécois de Lomer Gouin a interdit par décret l'exportation du bois qui n'aurait pas été transformé au préalable.

Une telle décision demandait de la volonté politique, comme en fait foi ce discours de Lomer Gouin :

« Peut-être quelques intérêts en souffriront-ils ; mais nous pensons que la masse de la population en profitera, et c'est pour cela que nous ajouterons à ce tarif une clause par laquelle tout le bois de pulpe et tout le bois tiré de notre domaine national ne pourra sortir de notre territoire avant d'avoir été manufacturé. À la politique des mots, nous préférons celle des réalisations. »

La décision a été fructueuse. Pour continuer de s'approvisionner ici, les papetières américaines ont ouvert une soixantaine d'usines de pâte à papier. Cette industrie a fait le pain et le beurre de plusieurs régions, jusqu'à récemment.

INCITER FORTEMENT

L'environnement commercial a changé depuis 1910. On ne peut pas intervenir comme à l'époque, par simple décret, ne serait-ce qu'en raison des accords commerciaux. Mais le même résultat est envisageable, par des moyens plus subtils.

LE QUÉBEC PEUT TOUT À FAIT NÉGOCIER UNE CONTREPARTIE À SES INVESTISSEMENTS.

Il ne faut pas baisser les bras. On peut « inciter fortement » pour qu'une part de la ressource soit transformée ici. Le gouvernement peut tout à fait négocier une contrepartie à ses investissements.

Quand des fonds publics ou provenant de notre épargne collective servent à financer des chemins de fer, des ports en eau profonde ou encore des lignes de transport d'électricité, le Québec est en droit d'exiger des compagnies qui en bénéficient un effort de transformation.

Le Plan Nord prévoyait des investissements publics importants, de l'ordre de plusieurs dizaines de milliards de dollars (on parlait officiellement de 80 milliards \$ d'investissements publics et privés sur 25 ans), sans contrepartie précise en matière de transformation.

C'est la moindre des choses qu'un État qui investit autant d'argent frais dans un projet pose quelques exigences en matière de retombées économiques.

DES REDEVANCES MODULÉES SELON LA TRANSFORMATION

L'État dispose d'une autre prise importante sur les minières : la fiscalité.

On peut jouer à la fois du bâton et de la carotte en modulant les redevances selon la transformation. La note des compagnies qui transforment pourrait aussi être réduite par un crédit d'impôt.

LES ENTREPRISES QUI S'ENTÊTENT À NE PAS TRANSFORMER DEVRAIENT EN LAISSER D'AVANTAGE AU TRÉSOR PUBLIC.

Les entreprises qui s'entêtent à ne pas transformer devraient en laisser davantage au Trésor public ; la mesure serait à coût nul pour celles qui transforment un tant soit peu ; et les compagnies qui font un effort important de transformation locale seraient particulièrement avantagées fiscalement.



La nouvelle présidente de la SL 9449 à la mine Raglan, Marlyne Lachaine.

Notons qu'une compagnie ne serait pas obligée de transformer elle-même ; cette opération pourrait être confiée à une autre entreprise. La modification fiscale devrait par ailleurs permettre de traiter différemment une minière qui transforme à peine 5 % de sa production et une autre qui en transforme 60 % ou la totalité.

Depuis l'élection d'un gouvernement du Parti québécois, on entend les minières multiplier les mises en garde contre une éventuelle hausse des redevances. Évidemment, nous ne souhaitons pas torpiller des projets d'investissements. Ces craintes doivent cependant être mises en perspective. En dépit de la récente hausse des redevances, les charges fiscales globales des minières ont diminué entre 2003 et 2012, comme le rapporte l'Institut du Nouveau Monde (INM) dans son récent Bilan de la Conversation publique sur l'avenir minier.



Table ronde sur le développement local et régional lors d'un colloque organisé par la FTQ en novembre 2011, à laquelle participaient notamment le métallo André Racicot, de la SL 9291 ainsi que l'ancien permanent de la FTQ pour l'Abitibi Gilles Chapadeau, aujourd'hui député du Parti québécois.

S'appuyant sur les données de Ressources naturelles Canada, l'INM souligne que « *d'autres charges applicables à toutes les entreprises ont été diminuées, comme l'impôt des sociétés, et la taxe sur le capital progressivement abolie* », ce qui représente une diminution nette de ce que l'État perçoit des minières en définitive.

Vu sous cet angle, les minières apparaissent bien gourmandes lorsqu'elles s'opposent à toute hausse de redevances ou nouvelle exigence de transformation.

DE LA MINE À LA LOCOMOTIVE ÉLECTRIQUE

Ce n'est pas tout de dire qu'on va transformer, il faut aussi miser sur des créneaux d'avenir, ceux où nous sommes susceptibles de devenir des références mondiales.

Le principal minerais québécois, celui qui devrait faire l'objet du plus grand nombre de nouveaux projets au cours des prochaines années, est sans contredit le fer. La production pourrait augmenter d'environ 300 % si tous les projets voient le jour, pour un total de 120 millions de tonnes.

Voilà un incontournable pour se lancer sérieusement dans la transformation. Du fer, il y en a partout ! Des ustensiles de cuisine, en passant par les bicyclettes, les automobiles ou encore les additifs de fer dans l'alimentation. Selon l'Association des producteurs d'acier, le Canadien moyen en consomme environ 900 kg par année.

FAIRE PREUVE DE VISION, CE SERAIT DÉVELOPPER DES CRÉNEAUX DE PRODUCTION À FORTE VALEUR AJOUTÉE, QUI UTILISENT NOS RESSOURCES IMPORTANTES.

L'idée n'est cependant pas de fabriquer au Québec l'ensemble de ce que nous consommons qui contient du fer. Nous n'avons pas de lunettes roses.

Faire preuve de vision, ce serait plutôt développer des créneaux de production à forte valeur ajoutée, qui utilisent nos ressources importantes. Les transports électriques correspondent bien à cette définition : ce domaine d'avenir combine l'utilisation du fer, de

l'aluminium et, évidemment, de l'électricité. Notre sol recèle même de gisements de métaux essentiels à la fabrication de batteries, tels le lithium et le graphite.

Trains électriques, monorails suspendus, autobus, tramways, autos électriques : autant de véhicules qui nécessitent des pièces de pointe contenant du fer, certes, mais aussi plusieurs composantes sophistiquées qui pourraient faire travailler bon nombre de fournisseurs.

Comme société, nous avons intérêt à nous affranchir de notre dépendance au pétrole, qui pèse lourd dans notre balance commerciale. Pour la planète, c'est la voie de l'avenir. Avec la terre qui se réchauffe et le pétrole de plus en plus coûteux et polluant à exploiter, ceux qui trouveront le moyen d'électrifier de façon performante les transports auront une longueur d'avance.

TRAINS ÉLECTRIQUES, MONORAILS SUSPENDUS, AUTOBUS, TRAMWAYS, AUTOS ÉLECTRIQUES : AUTANT DE VÉHICULES QUI NÉCESSITENT DES PIÈCES DE POINTE CONTENANT DU FER.

Imaginez si on laissait à la prochaine génération des transports plus verts. Quel bel héritage ! Ce serait aussi bon pour relancer notre économie et nous tailler de nouveau une place significative sur les marchés d'exportation.

Nous avons les ressources de base pour fabriquer ces véhicules, une main-d'œuvre qualifiée, des universités prêtes à mettre l'épaule à la roue de l'innovation technologique et l'électricité pour les faire fonctionner. Nous pouvons déjà compter sur un secteur industriel de pointe dans le domaine avec Bombardier, Alstom et toute la grappe industrielle de l'aéronautique.

C'est par là que ça passe...

UN VRAI CHEMIN DE FER !

Tant qu'à payer des infrastructures aux compagnies, pourquoi ne pas voir plus loin et investir dans le transport du fer vers différents lieux de transformation.

Cette aventure commence par la remise en question du projet de chemin de fer dans lequel la Caisse de dépôt et de placement du Québec est engagée, dans la foulée du Plan Nord. Celui-ci vise à relier les projets miniers au nord de Schefferville au Port de Sept-Îles, pour acheminer le minerai par bateau vers son lieu de transformation à l'étranger.



Un train devrait nous permettre d'acheminer le minerai vers le sud afin de le transformer chez nous, au Québec.

C'est plus d'un milliard provenant de notre bas de laine collectif que l'État québécois envisage d'investir – sur un coût total de 5 milliards \$ – pour sortir le minerai le plus rapidement possible du pays. Ça n'a aucun sens !

Pour que naisse une vraie filière de transformation du fer, il faut déjà pouvoir acheminer le minerai rapidement vers des usines au Québec. Pour l'heure, la Côte-Nord n'est pas reliée aux réseaux de chemins de fer québécois. Les seules lignes existantes appartiennent aux compagnies et servent à relier les mines aux ports de mer.

Un nouveau chemin de fer devrait permettre le raccordement aux chemins de fer québécois. Une telle jonction avec le réseau du CN est possible à la hauteur de Baie-Comeau (liée à Matane) (environ 230 km) ou encore par le réseau du Saguenay (environ 500 km). Il est possible de joindre aussi le chemin de fer de Charlevoix (aussi 500 km), à Clermont, lui-même connecté à l'ensemble du réseau québécois.

Tant qu'à payer des infrastructures aux compagnies, pourquoi ne pas voir plus loin et investir dans le transport du fer vers différents lieux de transformation. On pourrait par exemple l'acheminer vers Contrecoeur pour alimenter une des dernières aciéries du Québec... Là et vers plein d'autres nouvelles usines à venir.

NOUVELLES RESSOURCES, NOUVELLES OPPORTUNITÉS

Autre projet porteur : l'exploitation du graphite et du lithium. Le sol québécois contient plusieurs gisements de ces éléments nécessaires à la fabrication de piles électriques à haute performance. La demande devrait croître considérablement avec le développement des transports électriques. On y revient.



Futur site de l'usine Nemaska Lithium à Salaberry-de-Valleyfield. Au total, c'est plus de 300 emplois qui seront créés dont 140 à Nemaska même, 85 dans le Suroît et 75 pour assurer le transport.

Déjà, la compagnie québécoise Nemaska annonçait en octobre un projet de mine de lithium sur le territoire de la Baie-James ainsi qu'une usine de transformation à Salaberry-de-Valleyfield, qui requiert une grande quantité d'électricité. Le tout devrait créer environ 300 emplois.

Dans le cas du graphite, la production mondiale est limitée. Dans les années 1990, la Chine a augmenté sa production, faisant du même coup s'effondrer les prix sur les marchés mondiaux. Par conséquent, de nouveaux projets d'exploitation ont avorté, dont un situé sur la Côte-Nord.

La situation a changé radicalement depuis : c'est la pénurie et les prix s'envolent. Aujourd'hui, la Chine dispose d'environ 70 % de la production mondiale, à peine assez pour son industrie nationale.

La mise en exploitation de nouveaux gisements constitue une belle occasion de développer l'industrie de la transformation. Il y a moyen de développer une économie verte qui génère des emplois.

Lorsqu'un projet démarre, les circuits commerciaux d'approvisionnement peuvent encore être façonnés et il est alors plus aisé pour des entreprises et des usines québécoises de s'y insérer.

C'est le moment pour l'État d'intervenir et de poser certaines exigences. Le projet d'exploitation d'un gisement de terres rares pour le bénéfice exclusif du constructeur d'autos Toyota offre un bon exemple.

Alors que la Chine contrôle jalousement 95 % des stocks de terres rares, le géant de l'automobile japonais est en quête d'un approvisionnement stable pour ses nouveaux véhicules électriques. Toyota s'intéresse grandement à

un gisement situé en Abitibi, envisageant d'en acheter l'ensemble de la production.

En parallèle, le fournisseur de système d'étanchéité pour automobiles Waterville TG, propriété d'une filiale de Toyota appelée Toyoda Gosei, projette de couper des emplois dans son usine de l'Estrie.

Toyota convoite les terres rares du Québec ? Qu'il fasse montre de sa bonne volonté en maintenant un bon niveau d'emplois chez son sous-traitant québécois.

STRUCTURER L'ÉCONOMIE

Développer une industrie de la transformation, c'est ancrer des filières de développement économique dans le territoire québécois. C'est prévoir un coup d'avance en établissant des circuits commerciaux plus difficiles à contourner pour des multinationales qui ont la planète comme terrain de jeu.

DÉVELOPPER UNE INDUSTRIE DE LA TRANSFORMATION, C'EST ANCRER DES FILIÈRES DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DANS LE TERRITOIRE QUÉBÉCOIS.

Vieille de 85 ans, la fonderie Horne en Abitibi, qui fondait jadis le cuivre des mines québécoises de Noranda, en importe aujourd'hui. Et pourtant, celle-ci tourne encore, en dépit de la fermeture des quatre autres fonderies de cuivre au Canada.

Dans la même logique, l'affinerie de cuivre et de métaux CCR dans l'Est de Montréal, entrée en activité en 1931,



Le président de la SL 6887, Gilles Bordeleau, qui représente les travailleurs de l'affinerie CCR une division d'Xstrata cuivre.

était elle aussi alimentée par les mines de la Noranda. Ces mines ont beau être fermées, les syndiqués reçoivent aujourd'hui leur matière première de la fonderie Horne et d'autres mines dans le monde, dans une proportion de 30 %. L'usine fonctionne encore.

Dans la première moitié du 20^e siècle se sont implantées des usines qui ont fait les beaux jours du Québec industriel pendant des décennies. Que faisons-nous pour les cent prochaines années ? Des usines de batteries électriques, d'autos électriques, d'éoliennes, de monorails suspendus ?

Que laisserons-nous pour structurer l'économie du Québec ?

UTILISER LES LEVIERS DE L'ÉTAT

Prendre le virage de la transformation nécessite un engagement de l'État. Son rôle doit aller plus loin que la fiscalité. Il doit prendre des parts actives dans les projets miniers et développer une expertise concrète dans des filières d'avenir.

Cette expertise peut prendre racine au sein d'une agence gouvernementale. À une autre époque, la Société québécoise d'exploration minière (SOQUEM) a déjà joué en partie ce rôle. Mais elle a été intégrée à Investissement Québec pour y être carrément « désintégrée ».

L'ÉTAT DOIT PRENDRE DES PARTS ACTIVES DANS LES PROJETS MINIER ET DÉVELOPPER UNE EXPERTISE CONCRÈTE DANS DES FILIÈRES D'AVENIR.

Le gouvernement précédent a bien créé l'an dernier Ressources Québec. Pour l'instant simple coquille, cet organisme pourrait se voir confier un mandat de développement de certaines filières de transformation, de concert avec les grands leviers économiques de l'État. Un partenaire comme le Fonds de solidarité FTQ, déjà très actif dans le soutien aux entreprises du secteur manufacturier, doit être partie prenante d'une stratégie industrielle.

Le soutien à l'industrie de la transformation et de la fabrication passe aussi par une formation continue. Avec le vieillissement de la population et les changements importants qui s'opèrent dans le tissu industriel, il sera crucial de bien former les travailleurs. Cette formation



Les lockoutés d'Alma ont ardemment dénoncé l'entente secrète entre le gouvernement, Hydro-Québec et Rio Tinto Alcan.

adaptée aux besoins des nouvelles filières, devra permettre une certaine polyvalence des travailleurs, les connaissances devant être transférables d'un emploi à l'autre.

ACHATS GOUVERNEMENTAUX

Un autre levier important pour favoriser l'industrie québécoise est trop souvent sous-utilisé : les politiques d'achat local. Si les accords de libre-échange interdisent d'exiger des produits québécois pour de l'approvisionnement courant, il demeure toutefois permis de le faire pour des secteurs névralgiques, tels les transports, la défense ou encore les infrastructures.

Le Québec aurait la possibilité de favoriser davantage l'approvisionnement local pour des éléments importants de la filière du fer, comme l'acier de bâtiment, les



Grand rassemblement devant les portes de l'usine d'ArcelorMittal, à Contrecoeur, dans le cadre de la campagne de mobilisation *Le citron pressé*, le 14 décembre dernier. Sur cette photo, Frédéric Paradis de Poudres Métalliques accompagné de son confrère Daniel Duschene.

transports publics, des rails de chemin de fer ou encore des câbles électriques. C'est d'ailleurs ce qu'ont fait les États-Unis à la suite de la crise de 2008, avec leur politique de « *Buy America* ».

CE SERAIT LA MOINDRE DES CHOSES DE FAVORISER LES ENTREPRISES QUI MAINTIENNENT UNE PART SIGNIFICATIVE DE LEUR PRODUCTION, ET DONC DES EMPLOIS, AU QUÉBEC.

Dans le même esprit, la Caisse de dépôt devrait privilégier les entreprises créatrices d'emplois au Québec dans ses critères d'investissement. Pour l'heure, on considère comme québécoises les entreprises dont le siège social est au Québec. Allons un cran plus loin et considérons aussi les emplois liés à la production.

Ce serait la moindre des choses de favoriser les entreprises qui maintiennent une part significative de leur production, et donc des emplois, au Québec.

SANS OUBLIER L'OR BLEU

Autre atout de taille, le Québec dispose d'une importante capacité hydroélectrique. Nous sommes assis sur une véritable mine d'or bleu. Au début des années 2000, le Québec s'est mis à accroître sa capacité énergétique, afin notamment de vendre de l'électricité à nos voisins du Sud.

Cette logique à la fois profitable pour nos finances publiques tout en étant écologique, s'est heurtée à une implacable réalité : les États-Unis fabriquent maintenant leur électricité avec du gaz de schiste.

LA PRODUCTION D'ÉLECTRICITÉ DEVRAIT ÊTRE EXCÉDENTAIRE AU MOINS JUSQU'EN 2027. IL Y A LÀ UNE OCCASION À SAISIR.

Nous sommes donc pris avec des surplus d'électricité dont nous ne savons que faire. Selon des experts, notre production devrait être excédentaire au moins jusqu'en 2027, avec la nouvelle centrale La Romaine.

Ça ressemble à un beau problème. Si les Américains ne veulent pas de notre électricité, des industries pourraient être intéressées à s'en servir.

Rares sont les États qui peuvent compter comme nous sur de tels blocs d'énergie à faible coût et peu polluante. Il y a là une occasion à saisir.



Barrage d'Eastmain 1A situé à La Romaine

MISER SUR L'INNOVATION

La relance du secteur manufacturier passe nécessairement par la fabrication de produits à forte valeur ajoutée au Québec. Si nous ne pouvons concurrencer une industrie exilée là où les ouvriers sont payés trois fois rien, nous sommes cependant en mesure de concurrencer dans certains produits sophistiqués.

C'est d'ailleurs ce qu'a fait Lainage Victor, une compagnie beauceronne syndiquée Métallos. Il y a de cela près de huit ans, la compagnie de Saint-Victor, en opération depuis 1946, était frappée de plein fouet par l'exil des emplois du secteur textile. L'entreprise québécoise avait alors dû mettre à la porte près des trois quarts de ses 225 salariés.

Mais Lainage Victor a rebondi récemment en lançant un nouveau produit fabriqué entièrement ici et qui ne



L'entreprise Lainage Victor a misé sur la recherche, l'innovation et la commercialisation d'un tout nouveau produit pour ne pas voir les portes de l'usine se fermer. On voit ici le président de la section locale 9340, Marco Bélanger.

trouve d'égal nulle part ailleurs dans le monde : des salopettes à l'épreuve du feu et de la chaleur, fabriquées en grande partie à partir de matériaux recyclés.

Voilà maintenant trois ans que l'entreprise s'est tournée vers la fabrication de produits de niche. Les efforts semblent porter fruit : les salopettes sont en essai et en promotion dans un grand nombre de pétrolières au niveau international.

NOTRE SECTEUR MANUFACTURIER DOIT PROGRESSIVEMENT MIGRER VERS DES PRODUITS À FORTE VALEUR AJOUTÉE, DANS LESQUELS ON A MIS DE L'INTELLIGENCE, DE LA RECHERCHE ET DU SAVOIR-FAIRE.

L'exemple de Chantiers Chibougamau dont nous avons fait état plus tôt est aussi éloquent. Notre secteur manufacturier doit progressivement migrer vers des produits à forte valeur ajoutée, dans lesquels on a mis de l'intelligence, de la recherche et du savoir-faire. Sur ce terrain, nous avons encore les outils pour concurrencer, du moment que nous ne laissons pas tomber notre industrie au point de ne plus avoir de masse critique au Québec.

RECHERCHE ET MODERNISATION

Enfermées dans une pensée à court terme, comme le sont trop souvent aussi nos politiciens, les entreprises du secteur manufacturier ont délaissé la recherche d'innovation au cours des dernières décennies.

Tout allait bien lorsqu'elles engrangeaient de bons profits grâce aux taux de change avantageux, sans se soucier de miser sur le développement de nouveaux produits. Mais la hausse du dollar leur est rentrée dans le corps. Réflexe de survie, beaucoup d'entreprises ont choisi de couper des emplois pour maintenir des marges de profits, s'abstenant toujours d'investir dans la recherche et le développement (R&D).

Selon les données de l'Institut de la statistique du Québec, les entreprises investissent moins dans la R&D. Plutôt qu'un million en moyenne par année en 2001, les entreprises qui consacrent des fonds à la R&D ne dépensaient plus que 600 000 \$ par année à cette fin en 2006.

Encore plus inquiétant, les investissements en modernisation et en achat d'équipements sont en chute libre depuis 2000. Alors que les entreprises manufacturières avaient effectué 18 % des investissements en achat d'équipements tous secteurs confondus en 2000, elles n'étaient responsables que de 4 % de ces dépenses en 2010.

Ce réflexe à courte vue pourrait cependant causer la perte de plusieurs entreprises, entraînant par la même occasion l'abolition de nombreux emplois. Si nous ne misons pas sur l'innovation, d'autres le feront et engrangeront les succès.

UNE STRATÉGIE POUR LA TRANSFORMATION ET LA FABRICATION

Chaque levier à notre disposition mérite d'être utilisé tant l'enjeu est vital pour notre économie.

NOUS DEVONS NOUS SERVIR DES RESSOURCES NATURELLES COMME UN TREMLIN POUR DÉVELOPPER UN SECTEUR MANUFACTURIER DE POINTE.

Au Québec, nous avons trop souvent peur de déranger, de choquer la grande multinationale et qu'elle ne plie bagage. Tant que nous restons enfermés dans cette

logique de peur, nous devons nous contenter de peu, des restes que les multinationales voudraient bien nous laisser.

Pourtant, lorsque nous avons osé nous affirmer devant les grandes compagnies, notamment avec la nationalisation de l'hydroélectricité, nous avons gagné.

Le Québec doit définir une politique intégrée de la transformation et de la fabrication. Nous devons nous servir des ressources naturelles, notre richesse collective, comme un tremplin pour développer un secteur manufacturier de pointe.

Il est grand temps de développer les emplois d'aujourd'hui et de demain. Le Québec doit faire preuve de vision !

Il faut voir plus grand ! Exiger ! Bâtir !



Le Québec a le devoir de définir une politique intégrée sur la transformation et la fabrication. Fabriquons au Québec!

DANS NOTRE SYNDICAT

LA BATAILLE D'ALMA

Dans l'histoire syndicale, il y a des conflits qui marquent. C'est ce que nous avons vécu cette année avec le lockout de Rio Tinto Alcan. Les 780 métallos d'Alma ont mis au pas la multinationale RTA en l'amenant à limiter le recours à la sous-traitance, ce qu'elle refusait catégoriquement. Ils ont mené une véritable campagne 2.0, utilisant Facebook pour rejoindre la communauté et les sympathisants. Ils ont élargi les frontières de la lutte, faisant jouer les alliances de notre grand syndicat à l'échelle internationale.

LES MÉTALLOS D'ALMA ONT MENÉ UNE VÉRITABLE CAMPAGNE 2.0, UTILISANT FACEBOOK POUR REJOINDRE LA COMMUNAUTÉ ET LES SYMPATHISANTS.

Historique du conflit

C'est au cours d'une nuit glaciale d'avant-veille du Jour de l'an, que RTA a déclenché le lockout, illégalement, vingt-quatre heures avant l'obtention du droit de lockout légal.

Commençait ainsi un conflit d'un peu plus de six mois pour encadrer la sous-traitance et permettre aux jeunes d'accéder à des emplois bien rémunérés. RTA tenait mordicus à garder la possibilité de remplacer des emplois syndiqués par des sous-traitants, payés à la moitié du salaire, au fil des départs à la retraite.



Daniel Roy et le président de la SL 9490, Marc Maltais



Les dons récurrents de plusieurs sections locales ont beaucoup aidé les travailleurs d'Alma pendant le conflit. Ce sont les métallos de l'aluminerie ABI à Bécancour qui ont parti le bal en offrant un soutien spécial d'environ 25 000 \$ par semaine pendant toute la durée du conflit. On voit ici le président de la section locale 9700, Clément Masse, en compagnie de Marc Maltais d'Alma.

Les ententes secrètes

Ce lockout était financé par les contribuables, en raison des ententes secrètes de 2006 obligeant Hydro-Québec à acheter le surplus d'électricité de RTA, à un tarif supérieur au coût de production. Le premier ministre sortant, Jean Charest, a d'ailleurs dû reconnaître en pleine campagne que cette entente signée par son gouvernement était déficiente et qu'il faudrait en revoir certains aspects.



Un lockout, ça suscite des talents! Le métallo et chansonnier Guy Larouche a mis de l'ambiance lors des nombreuses manifestations, donnant de l'énergie aux lockoutés

En outre, l'entente octroie une garantie de prêt sans intérêt de 400 millions à RTA, un bloc énergétique supplémentaire, la poursuite du bail sur la rivière Péribonka jusqu'en 2058, etc. En contrepartie, il n'y a pratiquement pas d'exigences de la part du gouvernement quant aux retombées économiques dans la région et au maintien des emplois à long terme. Cette compagnie qui reçoit tant de l'État doit donner en retour à la région.

Points marquants de la campagne

Les appuis et les dons ont afflué tout au long du lockout, provenant des Métallos, des membres de la FTQ et d'autres affiliations au Québec, au Canada et même d'ailleurs dans le monde. Plusieurs sections locales ont fait voter des contributions spéciales récurrentes prélevées sur chacune des paies.

LES MÉTALLOS D'ALMA ONT RÉUSSI LÀ OÙ PLUSIEURS DOUTAIENT.

Un des moments forts de ce conflit est sans contredit la grande manifestation de plus de 8000 personnes, le 31 mars. Des gens de toutes les régions du Québec ainsi que d'organisations syndicales de partout sur la planète ont convergé vers Alma. Une réunion de l'organisation internationale ICEM (Fédération internationale des syndicats de travailleurs de la chimie, de l'énergie, des mines et des industries diverses) se tenait pour l'occasion à Alma, réunissant des dizaines de leaders syndicaux internationaux.



Plus de 8000 personnes ont marché dans les rues d'Alma le 31 mars. En avant plan, on voit notamment le directeur québécois du Syndicat des Métallos, Daniel Roy, Napoleón Gomez, Guy Farrell, Marc Maltais, Ken Neumann et Michel Arsenal.



Les lockoutés d'Alma ont reçu un appui de taille : trois grands syndicats d'Australie ont dénoncé les gestes de Rio Tinto dont The Australian Workers Union. L'adjoint au directeur, Guy Farrell et le président de la section locale, Marc Maltais, ont livré une vigoureuse campagne de mobilisation internationale.

Les lockoutés ont aussi fait entendre leur voix plusieurs fois à l'extérieur de la région, notamment à Montréal en marge d'une conférence de la chef de direction de RTA et à Québec au terme de la Marche de l'énergie.

CETTE LUTTE A ÉTÉ PORTÉE À L'ÉCHELLE INTERNATIONALE PAR LE SYNDICAT DES MÉTALLOS ET SES ALLIÉS, RÉVÉLANT LE CÔTÉ SOMBRE DE RTA.

Une lutte internationale

Cette lutte a aussi été portée à l'échelle internationale par le Syndicat des Métallos et ses alliés syndicaux, révélant le côté sombre de RTA. Le président de la section locale, Marc Maltais, et l'adjoint au directeur du Québec, Guy Farrell, ont effectué deux missions pour faire connaître le conflit qui affectait la population d'Alma : l'une en Europe lors de l'assemblée des actionnaires et l'autre sur la côte Ouest américaine et en Océanie. Le représentant syndical Dominic Lemieux et l'officier de la section locale Alexandre Fréchette, sont par la suite retournés en Australie lors d'une deuxième assemblée des actionnaires.

À l'aube des Jeux olympiques de Londres, une campagne internationale pour discréditer la commandite des médailles par Rio Tinto a aussi contribué à mettre de la pression sur la multinationale.

La tête haute

Devant les fortes pressions, la compagnie a dû lâcher du lest. C'est la tête haute que les 780 travailleurs ont ratifié au début juillet une convention collective qui limite enfin le recours à la sous-traitance. Il y a de quoi être fiers. Les Métallos d'Alma ont réussi là où plusieurs doutaient.

Dans l'histoire récente, les syndicats ont souvent dû mener des luttes défensives, pour préserver des acquis. Ce conflit marque le retour de batailles offensives, pour que les jeunes aient aussi accès à des emplois de qualité.

Rio Tinto avait planifié son lockout pour casser le Syndicat des Métallos. Non seulement ça n'a pas fonctionné, mais ça a raffermi encore plus les liens au sein du syndicat local et avec les alliés de différentes alliances syndicales au Québec et dans le monde.

RIO TINTO AVAIT PLANIFIÉ SON LOCKOUT POUR CASSER LE SYNDICAT DES MÉTALLOS. ÇA N'A PAS FONCTIONNÉ ET LES LIENS DE SOLIDARITÉ SONT MAINTENANT ENCORE PLUS SERRÉS.

Nous resterons vigilants pour que ce scénario ne se reproduise pas en 2015, lorsque toutes les conventions collectives des différents syndicats Rio Tinto dans cette région arriveront à échéance et que s'ouvriront les discussions sur le régime de retraite.

GRÈVE VICTORIEUSE À LA CAISSE POP DE SEPT-ÎLES

Nous avons vécu un autre conflit cette année, à la Caisse populaire de Sept-Îles. Les employées ont déclenché une grève qui a duré près de trois mois au printemps dernier.



La présidente de la SL 7065 Anne Paradis ainsi que la vice-présidente Josée Fournier et Johanne Bouchard du comité de négociations ont obtenu gain de cause lors de la grève à la Caisse populaire de Sept-Îles.

Ce conflit a été marqué par un rapport du ministère du Travail qui démontrait que la Caisse populaire Desjardins avait enfreint plusieurs dispositions de la loi anti-briseurs de grève.

La solidarité des Métallos et des citoyens de la région a aussi été mise à contribution. En effet, bon nombre de syndiqués et de sympathisants membres de la Caisse se sont déplacés à l'assemblée générale annuelle de la Caisse pour faire entendre leur point de vue et inviter le conseil d'administration à prendre les moyens nécessaires pour régler le conflit.

Peu après, une entente a été conclue, permettant un certain réajustement des conditions de travail en fonction du coût de la vie dans cette région minière.

LE SECTEUR MINIER TOUJOURS EN EFFERVESCENCE

L'effervescence se poursuit du côté des minières. Alors que les projets de développement sont au rendez-vous, de très bonnes conventions ont été signées cette année encore.

En mars, les 300 travailleurs d'IOC de Sept-Îles, appartenant à la multinationale Rio Tinto, ont signé un contrat de travail d'une durée de six ans, représentant à terme une augmentation globale de la masse salariale d'environ 50 %, en incluant les avantages sociaux.

Scénario similaire à Havre-Saint-Pierre chez les Métallos à l'emploi de Rio Tinto Fer et titane. Ces derniers ont conclu, à la fin de l'été, un contrat de six ans qui prévoit lui aussi des hausses de 50 % de la masse salariale. Fait à noter, ce groupe qui s'était battu au cours d'une longue grève en 2007 pour conserver un régime de retraite



Le président de la section locale 4466, Steve Arsenault, de la mine de Rio Tinto Fer et titane à Havre-Saint-Pierre

à prestations déterminées, a encore une fois réussi à maintenir le régime et même à le voir bonifié.

Sur la Côte-Nord comme en Abitibi ou dans le Nord du Québec, les minières cherchent à recruter et à retenir la main-d'œuvre et cela se traduit dans les contrats. C'est ce qui ressort notamment de la dernière convention signée en décembre 2011 par les 130 Métallos de la mine Persévérance, exploitée par Xstrata à Matagami. Le contrat de trois ans prévoit des hausses de salaire spécifiques pour les employés de métier sous terre. Le régime de retraite à prestations déterminées est par ailleurs bonifié pour tous.

La situation a été plus difficile pour les travailleurs de la mine du Géant dormant près d'Amos, qui a fermé abruptement ses portes en janvier dernier, mettant à pied 80 travailleurs. Nous avons dénoncé le manque de tact de la compagnie.

PERGÉE SYNDICALE CHEZ LES INNUS

C'est avec une grande fierté que nous accueillons dans nos rangs deux nouveaux groupes représentant principalement des travailleurs innus de la Côte-Nord. Les quelque 70 travailleurs de l'entreprise autochtone Transport ferroviaire Tshiuéti (TFT), qui effectue le transport de passagers et de minerai sur le chemin de fer reliant Schefferville et Sept-Îles, ont ratifié en juin une première convention collective, avec des augmentations salariales allant jusqu'à 40 % la première année.

Quelques semaines plus tôt, les travailleurs de Construction Tshiuéti, innus également, signaient aussi un premier contrat.



Une première dans l'histoire des Métallos : deux nouveaux groupes qui représentent principalement des travailleurs de la communauté innue de la Côte-Nord ont été accrédités.



CAMPAGNE DU CITRON PRESSÉ

Les temps sont plus difficiles dans le secteur de la transformation, comme nous en avons fait état dans ce rapport. Alors qu'ArcelorMittal pousse au maximum sa production de fer au Nord, la multinationale boude encore les investissements à son aciérie de Contrecoeur.

En décembre, les Métallos de Contrecoeur ont organisé une manifestation publique dans la région, poursuivant la campagne de sensibilisation du « Citron pressé », pour illustrer la façon dont la direction siphonne l'usine sans investir pour l'avenir.

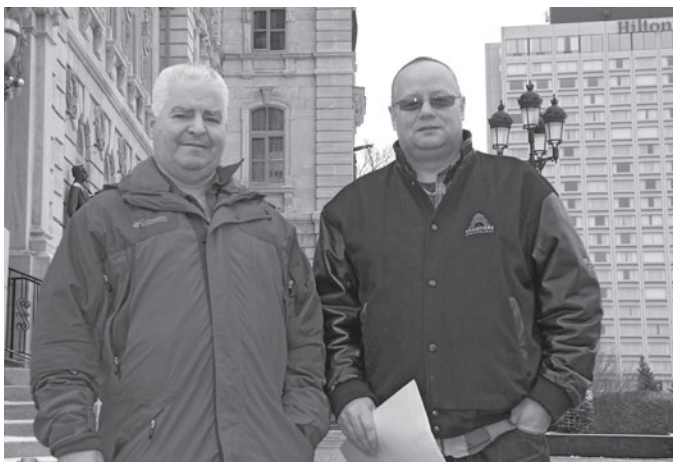
À la suite des pressions du Syndicat, la compagnie a présenté en septembre une nouvelle étude pour évaluer le marché de la poutrelle d'acier. Moins pessimiste qu'une première étude réalisée en 2010, le document conclut que le marché n'est pas encore au rendez-vous, mais qu'une embellie pourrait survenir d'ici 2017. La compagnie s'est engagée à effectuer une troisième étude pour sonder à nouveau le marché en 2015. Espérons qu'ArcelorMittal ne lambinera pas trop longtemps.

Ça brette aussi du côté de la modernisation des installations du « fil machine ». Le projet d'investissement de 50 à 60 millions \$ prévu il y a de cela deux ans tarde à se concrétiser. Ça nous inquiète.

C'est un dossier à suivre. Une chose est certaine, ArcelorMittal ne l'emportera pas au paradis si elle laisse dépérir son usine de Contrecoeur tout en continuant d'extraire des quantités de fer phénoménales au Nord pour les transformer à l'étranger. C'est une question de respect envers la société qui les accueille.

BATAILLE POUR LE BOIS

Les travailleurs de Chibougamau ont eux aussi mené une campagne pour l'avenir de leur industrie. En décembre, une pétition signée par 2000 travailleurs et citoyens de



Le vice-président de la SL 8895 de l'entreprise Barrette-Chapais, Adrien Guillemette, ainsi que le président de la section locale 8644 de Chantiers Chibougamau, Pierre Leblond, devant l'Assemblée nationale à Québec

Chapais et de Chibougamau était déposée à l'Assemblée nationale pour inviter le gouvernement à faire preuve de discernement dans la mise en œuvre du Plan Nord.

Les travailleurs de Chantiers Chibougamau et Barrette-Chapais craignent que la mise en place du nouveau régime forestier en 2013 complique l'approvisionnement en bois.

Et la mobilisation se poursuit maintenant pour que le bois d'ingénierie, produit par Chantiers Chibougamau, soit utilisé davantage dans les constructions d'envergure, comme le nouveau Colisée de Québec.

DES EMPLOIS EXPORTÉS CHEZ SPORT MASKA

Symptôme flagrant de la délocalisation des emplois, Reebok a poursuivi la saignée à l'usine Sport Maska à Saint-Jean-sur-Richelieu. Depuis le printemps dernier, seulement 30 employés sont encore à l'œuvre dans cette usine de fabrication d'équipement de hockey, sur les 850 qui y travaillaient dans les années 1990.

ON NE FABRIQUE MÊME PLUS L'ÉQUIPEMENT POUR PRATIQUER NOTRE SPORT NATIONAL ! COMME SYMBOLE NÉGATIF, IL EST DIFFICILE DE FAIRE MIEUX.

Au fil des ans, les opérations ont été progressivement transférées en Asie, le dernier épisode étant l'abolition de 70 postes cette année. L'usine était rentable, mais les actionnaires en voulaient encore plus.

Ce cas rappelle ce qui s'est passé il y a quelques années chez Bauer-Nike dans les Laurentides. L'usine qui employait 1200 travailleuses et travailleurs dans les années 1990 est aujourd'hui pratiquement fermée en raison d'un transfert de la production en Chine. Bref, on ne fabrique même plus l'équipement pour pratiquer notre sport national ! Comme symbole négatif, il est difficile de faire mieux.

CHRYBOTILE

La situation est aussi difficile pour les confrères à l'emploi de Lab ChrysoTile. L'employeur a renoncé à une relance de la mine le mois dernier. Il tente de se dédouaner en jetant le blâme sur les gouvernements. Mais nous ne sommes pas dupes. C'est lui qui s'est sauvé de ses engagements envers le régime de retraite déficitaire des employés en faisant faillite et c'est encore lui qui a choisi de ne pas relancer les activités. Aux dernières nouvelles, le chrysoTile n'est pas encore interdit au Québec.

Ça ne rend pas la vie plus facile aux travailleurs sans emploi, alors que plusieurs ont épuisé leurs prestations de chômage cet automne et craignent de ne pas pouvoir garder leur maison. Québec et Ottawa devront faire davantage pour permettre aux gens de gagner dignement leur vie.

Toute cette saga laisse un goût amer. Plutôt qu'une commission parlementaire, c'est une vraie réflexion de scientifiques qui aurait dû guider l'action du gouvernement. La démagogie et la rectitude politique ont conditionné l'avenir d'une région.



Les agents de contrôle et les chefs de point de fouille ont rejeté massivement la proposition de l'employeur le mois dernier. Sur cette photo, au centre, on voit le président de la loge qui les représente, Marc Hennessy, accompagné du président de la SL 1976 Steven Hadden, de Daniel Roy, Guy Farrell et Leo W. Gerard.



La présidente de section locale 8922, Lucie Rochon, qui représente 14 000 agents de sécurité au Québec, soit le plus grand groupe de syndiqués chez les Métallos



Tomasz Wielinski de la section locale 8922

QUELQUES NÉGOCIATIONS

L'année s'annonce chargée sur le plan des négociations. Les discussions vont bon train pour notre plus grande section locale qui représente 14 000 agents de sécurité à travers le Québec. Dans ce cas-ci, il s'agit de négocier les conditions qui se trouveront dans le décret couvrant l'ensemble des agents de sécurité au Québec.

Ça s'annonce par ailleurs ardu à l'aéroport de Montréal pour les agents de contrôle et les chefs de points de fouille. Ces derniers ont rejeté pratiquement à l'unanimité une offre patronale le mois dernier, ouvrant la porte à des moyens de pression.

Les négociations s'étirent aussi chez Waterville TG, avec un record de près d'un an de pourparlers. Souhaitons-leur de conclure prochainement, dans l'intérêt des membres.



Éric Moore de la SL 9700 chez ABI avec le président de la SL 9490, Marc Maltais, et l'adjoint au directeur québécois, Guy Farrell.

C'est par ailleurs l'heure de vérité pour les travailleurs de l'aluminerie de Bécancour. La convention collective chez ABI arrive en effet à échéance le 22 novembre.

Je n'ai nommé que quelques dossiers. Souhaitons du succès et des conditions favorables à tous les comités de négociations qui seront à l'œuvre cette année.

GARE À HARPER

Les élections québécoises viennent de passer et nous fondons beaucoup d'espoir sur le gouvernement du Québec. Par contre il ne faudrait pas perdre de vue le gouvernement fédéral qui profite de la trop grande apathie pour multiplier les attaques contre les syndicats, les chômeurs, les femmes, l'environnement, etc.

Le projet de loi C-377 qui forcerait les syndicats à rendre publics leurs états financiers détaillés était à l'étude à la Chambre des communes au moment d'écrire ces lignes. Sous des apparences vertueuses, le gouvernement cherche à mettre des bâtons dans les roues des syndicats en dévoilant leurs situations aux employeurs. Le projet de loi prend prétexte des déductions fiscales sur les cotisations pour imposer une lourde démarche non seulement aux syndicats nationaux, mais aussi aux différentes sections locales. En aucun cas ne demandent-on la même chose aux regroupements d'employeurs, aux associations de médecins, aux ordres professionnels, etc.

Ce même gouvernement conservateur s'attaque aussi aux chômeurs et aux travailleurs saisonniers en les obligeant à accepter n'importe quel emploi, précaire et moins rémunéré que celui occupé précédemment.



Plusieurs centaines de personnes, dont plusieurs métallos, ont manifesté contre la réforme de l'assurance-chômage le 27 octobre à Thetford Mines devant les bureaux du lieutenant québécois de Stephen Harper, Christian Paradis.

Le mois dernier, le gouvernement déposait un autre projet de loi fourre-tout qui contient de nouveaux reculs en matière d'environnement. Ajoutons à cela le projet de loi privé afin de limiter le libre accès à l'avortement, appuyé par la ministre de la Condition féminine!

LE GOUVERNEMENT FÉDÉRAL PROFITE DE LA TROP GRANDE APATHIE POUR MULTIPLIER LES ATTAQUES CONTRE LES SYNDICATS, LES CHÔMEURS, LES FEMMES, L'ENVIRONNEMENT, ETC.

Ce gouvernement dérive dangereusement vers des pratiques qui relèvent plus d'une dictature que d'une démocratie.

UNE PENSÉE POUR NOS CONFRÈRES...

Avant de conclure, je voudrais que nous ayons une pensée pour le confrère Philippe Trépanier, décédé au travail le 30 août à Jonquière. Le jeune homme de 21 ans a été écrasé sous une porte de garage qu'il s'affairait à réparer.

Nous offrons nos condoléances à la famille, aux amis et aux collègues du jeune homme.

À chaque fois qu'un décès tragique survient, c'est difficile. On se demande s'il aurait pu en être autrement. Et ce questionnement sur la sécurité, il importe que nous l'ayons toujours en tête dans le quotidien de nos milieux de travail. Personne ne devrait risquer sa vie pour la gagner et c'est aussi à nous d'y veiller par notre action syndicale.

Ayons aussi une pensée pour notre confrère Gaétan Paré décédé d'un cancer cet été. Nous lui rendrons d'ailleurs hommage au cours de cette assemblée.



Salut Gaétan!





CONCLUSION

Nous connaissons bien le concept de la solidarité dans le milieu syndical. La base même de notre organisation repose sur la conviction qu'ensemble nous sommes plus forts, que nous pouvons mieux veiller les uns sur les autres et faire progresser nos idées.

À l'échelle de notre société, ce même principe guide nos impôts, nos taxes et notre système public.

En matière de développement économique, les Québécois hésitent davantage à se serrer les coudes. Ils ont tendance à laisser courir.

Ce double standard ne tient pas la route. Nous avons intérêt à accorder nos violons. Nous avons un but commun en matière d'économie : prospérer et créer de l'emploi. Aujourd'hui, ça passe par la transformation de nos richesses naturelles au Québec et par le

développement d'activités de transformation à haute valeur ajoutée.

Les travailleurs y trouveront des emplois de qualité. L'État percevra plus d'impôt et de taxes. Et les entreprises vendront plus de biens et de services si l'économie est plus vigoureuse.

Message aux patrons...

Aux patrons d'entreprises, nous demandons une meilleure collaboration. Le discours antisyndical primaire, ça va faire ! Arrêtez de chercher des poux au monde syndical. La formule Rand (sur l'accréditation des syndicats et la perception des cotisations), on y tient. C'est ce système qui a permis de faire du Québec une société plus égalitaire. La loi anti-briseurs de grève

aussi, on y tient. C'est ce qui a rendu les conflits de travail moins violents en rééquilibrant les rapports de force.

Travaillons plutôt ensemble à faire avancer le Québec, à stimuler la création d'emploi. Misons sur ce qui nous unit plutôt que sur ce qui nous divise.

Évidemment, nous aurons de bonnes bagarres. Vous voulez plus de profits et les travailleurs veulent leur part du gâteau. Mais dans la mesure où vous respecterez les travailleurs et les syndicats qui les représentent, vous aurez devant vous des interlocuteurs valables pour stimuler l'économie. Soyez avisés cependant que ceux qui considèrent les usines comme une vache à lait à exploiter sans penser au lendemain nous trouveront sur leur chemin.

... et aux gouvernements

Osez intervenir pour faire respecter les Québécois. Des multinationales lorgnent nos ressources et c'est bien normal. Il est de la responsabilité du gouvernement de veiller à ce qu'il y ait un maximum de retombées pour le Québec, non seulement en matière de redevances, mais aussi d'emplois.

À l'État d'utiliser tous les leviers à sa disposition pour que le développement se fasse à nos conditions ; pour que les ressources soient transformées au Québec ; pour qu'on ne fasse pas rire de nous par des compagnies qui siphonnent nos richesses tout en exportant des emplois ; pour qu'on privilégie des entreprises qui font travailler des gens chez nous.

IL EST DE LA RESPONSABILITÉ DU GOUVERNEMENT DE VEILLER À CE QU'IL Y AIT UN MAXIMUM DE RETOMBÉES POUR LE QUÉBEC, NON SEULEMENT EN MATIÈRE DE REDEVANCES, MAIS AUSSI D'EMPLOIS.

Le gouvernement du Québec actuel semble aller dans le bon sens, du moins dans le discours. Les bottines devront suivre les babines. Et sur ce chemin difficile, il ne faudra pas oublier derrière les alliés que sont les organisations syndicales. Le précédent gouvernement a concocté son Plan Nord en vase clos et on voit où ça mène. Si les syndicats sont de véritables partenaires, on doit les consulter en amont, et non les placer devant des faits accomplis.

ET NOUS, DANS CHACUNE DE NOS SECTIONS LOCALES COMME À L'ÉCHELLE DU QUÉBEC, NOUS RÉPONDONS PRÉSENTS !

PRÉSENTS POUR CRÉER DE L'EMPLOI.

PRÉSENTS POUR ASSURER L'AVENIR DES INDUSTRIES.

PRÉSENTS POUR AIDER À CRÉER ET À REDISTRIBUER LA RICHESSE.

PRÉSENTS POUR AMÉLIORER LES CONDITIONS DE VIE DES QUÉBÉCOIS ET QUÉBÉCOISES.

SI ON NOUS CONSIDÈRE AVEC RESPECT, NOUS FERONS PARTIE DES SOLUTIONS.

QUELQUES RÉFÉRENCES

BERGERON, Ulysse, « Les terres rares attirent même Toyota », *Les Affaires*, 13 octobre 2012.

Deloitte, M. *Le Point sur le Québec manufacturier; Des solutions pour l'avenir*, rédigé par Louis J. Duhamel et Charles-Étienne Daoust, février 2012, 203p.

Deloitte et E&B Data, *Impacts économiques et fiscaux des sociétés minières au Québec*, Septembre 2012, 64 p.

FONTAINE, Hugo, « Nemaska prévoit investir 450 millions », *La Presse*, 3 octobre 2012.

FTQ, *Sortir des sentiers battus, document de travail du Colloque sur les ressources naturelles et la politique énergétique*, rédigé par Lise Côté, Noémie Delisle et François Morin, Mai 2012, 138p.

Institut du Nouveau Monde, *Vers une nouvelle vision partagée du développement minier au Québec, Bilan de la conversation publique de l'Institut du Nouveau monde sur l'avenir minier du Québec*, Septembre 2012, 48p.

PAQUET, Joëlle, *Le Marché mondial des minéraux*, Laboratoire d'études sur les politiques publiques et la mondialisation, août 2012, 14p.

PROULX, Marc-Urbain, *Le nouveau front en périphérie nordique du Québec, cahier de recherche*, Centre de recherche sur le développement territorial, Université du Québec à Chicoutimi, septembre 2012, 26p.

Réseau des ingénieurs du Québec, *Outils pour relever les défis de la mondialisation*, octobre 2007, 91p.

RODRICK, Dany, *Industrial Policy for the Twenty-First Century*, Harvard University, Septembre 2004, 57p.

SECOR, *Évaluation des retombées économiques du Plan Nord*, rédigé par Thomas Apffel, Guillaume Caudron, Jean-Pierre Lessard, Raphaël Mongeau-Gauthier, février 2012, 24p.

SECOR et KPMG, *Les redevances minières au Québec*, rédigé par Renault-François Lortie, Thomas Bienfait, David Waldrom, Raphaël Mongeau-Gauthier, juillet 2012, 106p.

SHIELDS, Alexandre, « Forcer la transformation de minerai ici serait néfaste au Québec », *Le Devoir*, 7 février 2012.

SHIELDS, Alexandre, « Le PQ tend la main aux minières », *Le Devoir*, 29 septembre 2012.

Syndicat des Métallos, *Le Plan Nord et la transformation au Québec*, Présentation effectuée lors du Forum Plan Nord « Ne perdons pas le Nord », mai 2012, 24p.

VOTRE ÉQUIPE EN 2012-2013

DIRECTION



Daniel Roy
Directeur



Guy Farrell
Adjoint au directeur

SERVICES TECHNIQUES ET JURIDIQUES



René Bellemare
Santé et sécurité



Carole Jodoin
Équité salariale



Pierre Lalonde
Avocat



Clairandrée Cauchy
Communications



Frank Beaudin
Recherche



Daniel Malette
Solidarité
internationale

PERSONNEL DE SOUTIEN



Nicole Daoust



Sylvie Doiron



Sylvie Gagnon



Sylvie Lacombe



Luc Lallier
Encadreur



Marie-Danielle
Lapointe
Éducation



Éliane Leboeuf



Marlyne Lessard



Roseline Mongeon



Murielle Paradis

VÉRIFICATEUR INTERNATIONAL



Roch Drapeau

RECRUTEMENT



Mario Denis

MONTREAL



Robert Bernier
Coordonnateur



Manon Bertrand



Richard Boudreault



Luc Julien

NORD NORD-OUEST



Donald Noël
Coordonnateur



Jean-Yves Couture



Nathalie Lapointe



Stéphane Néron



Sylvain-Rock Plante



Benoît Locas



Marc Thibodeau

QUEBEC



Réal Valiquette
Coordonnateur



Benoît Boulet



Dominic Lemieux



Silvy Vaudry



Claude Lévesque



Pascal Loignon



Gordon Ringuette

SEPT-ÎLES



Alain Croteau
Coordonnateur



Gilles Ayotte

BROSSARD



Denis Trottier
Coordonnateur



Pierre Arseneau



Michel Courcy



Martin Courville



Nicolas Lapierre



Guy Gaudette



Gaétan Gladu



Isabelle Proulx